

LA SENTINELLE

Juillet - Août - Septembre 2025



Organisation
mondiale de la Santé
Burundi

Editorial



Chères lectrices, chers lecteurs,

Alors que les menaces sanitaires évoluent et se complexifient, le Burundi continue de démontrer sa capacité à anticiper et à s'adapter. Au cours de ce troisième trimestre de l'année, plusieurs avancées majeures ont été enregistrées dans le domaine de la santé publique, portées par une volonté commune de renforcer la résilience du système de santé. De la validation du plan de riposte contre Ebola à l'élaboration du plan stratégique du COUSP, en passant

par la lutte contre le choléra et la rougeole, chaque initiative témoigne d'un engagement fort pour une santé publique plus résiliente, inclusive et proactive.

Nous saluons particulièrement la validation officielle de la première liste des médicaments traditionnels utilisés au Burundi, une étape historique vers l'intégration des savoirs locaux dans les politiques nationales de santé. Ce travail collectif, fruit d'une concertation entre tradipraticiens, chercheurs et autorités sanitaires, ouvre la voie à une reconnaissance institutionnelle de la médecine traditionnelle.

À travers ce bulletin, nous vous invitons à découvrir les efforts déployés, les défis relevés et les perspectives prometteuses qui façonnent notre avenir sanitaire.

Ensemble, continuons à bâtir un système de santé plus fort, plus équitable et plus adapté aux besoins de nos communautés.

Excellente lecture !

Dr. Xavier Crespín

Représentant de l'OMS au Burundi

Dans ce numéro

P2

P2 Des véhicules pour renforcer la réponse aux crises sanitaires

P3 Renforcement de la collaboration MSP-OMS pour une santé publique résiliente au Burundi

P4 Élaboration du plan de préparation et de réponse au choléra, Ebola et autres maladies

P4 Riposte contre le choléra : l'OMS renforce la prise en charge

P6 Un colloque scientifique au cœur des enjeux de santé, nutrition et biodiversité

P7 Validation du plan stratégique du COUSP

P8 Validation officielle de la liste des médicaments traditionnels

Directeur de Publication

Dr Xavier Crespín,
Représentant,
OMS BURUNDI

Rédactrice-en-chef

Nadege Digne Sinarinzi

Rédacteur-en-chef adjoint/ Graphiste

Triffin NTORE



Une Seule Santé : des véhicules pour renforcer la réponse aux crises sanitaires

Le Représentant de l'OMS au Burundi a remis les clés de trois véhicules au ministère de la Santé Publique, pour une valeur totale d'environ 80 000 dollars américains. Deux de ces véhicules sont destinés au Laboratoire National de Référence de l'Institut National de Santé Publique (INSP) et à la Direction des Laboratoires de Biologie Médicale.

Selon le Dr Xavier Crépin, ce don symbolise non seulement l'engagement de l'OMS aux côtés du gouvernement dans la lutte contre les urgences sanitaires, mais aussi une volonté commune de bâtir un système de santé plus résilient, intégré et préparé aux défis futurs.

L'acquisition de ces véhicules s'inscrit dans le cadre du projet « Renforcement des capacités nationales de prévention, de préparation et de réponse aux

urgences sanitaires selon l'approche Une Seule Santé », généreusement financé par le Pandemic Fund. Ce projet prévoit notamment l'achat d'équipements essentiels, dont des véhicules, pour améliorer la mobilité, la coordination et la réactivité des services techniques impliqués dans la surveillance, la prévention et la réponse aux crises sanitaires.



Le Secrétaire permanent au ministère de la Santé Publique, Dr Olivier Nijimbere, qui a réceptionné les véhicules, a salué le soutien constant de l'OMS aux politiques sanitaires nationales. Il a assuré que ces véhicules seront utilisés de manière optimale et responsable, afin de rapprocher les services des communautés et d'assurer un suivi efficace des programmes de santé.

Renforcement de la collaboration MSP–OMS pour une santé publique résiliente au Burundi



Les cadres du ministère de la Santé Publique (MSP) et de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) se sont réunis pour évaluer la mise en œuvre du plan conjoint du premier semestre 2025. Cette rencontre, marquée par une forte volonté de renforcer la synergie entre les deux institutions, a permis de dresser un bilan des activités réalisées dans les domaines clés tels que la vaccination, la lutte contre les maladies transmissibles et non transmissibles, ainsi que la santé familiale et reproductive. Malgré un contexte de réduction budgétaire, les participants ont salué les progrès accomplis et ont souligné l'importance d'une planification rigoureuse pour mobiliser davantage de ressources. Le Représentant de l'OMS a rappelé l'engagement de l'organisation aux côtés des autorités burundaises.

Dr Xavier Crespin a également partagé les orientations stratégiques et la vision du nouveau Directeur régional de OMS en Afrique, visant à renforcer durablement le système de santé.

Les discussions ont mis en lumière plusieurs défis persistants, notamment la faible qualité des données sanitaires, la récurrence des épidémies, et le déséquilibre dans l'allocation des ressources entre les hôpitaux et les centres de santé. Les participants ont également insisté sur la nécessité d'élargir le paquet de soins disponibles au niveau des structures de base afin de renforcer les soins de santé primaires et d'atteindre la couverture sanitaire universelle. Par ailleurs, l'introduction du vaccin contre le papillomavirus humain (HPV), a été identifiée comme une priorité urgente à concrétiser avant la fin de l'année dans un contexte caractérisé par une augmentation de cas de cancer du col de l'utérus.

À l'issue de la réunion, trois priorités nationales ont été retenues en cohérence avec les orientations du nouveau Directeur Régional de l'OMS pour l'Afrique : le financement de la santé, la gestion des épidémies, et la lutte contre la résistance aux antimicrobiens. Ces axes stratégiques guideront la mise à jour du plan pour le second semestre 2025 et la préparation du plan biennal 2026–2027. Les participants ont exprimé leur engagement à poursuivre les efforts conjoints pour bâtir un système de santé plus résilient, équitable et adapté aux besoins de la population burundaise.



Élaboration du plan de préparation et de réponse au choléra, Ebola et autres maladies à virus émergents



Avec la survenue de la 16e épidémie de la maladie à virus Ebola en République démocratique du Congo, pays frontalier du Burundi, le ministère de la Santé publique du Burundi et ses partenaires, avec l'appui de l'OMS, ont actualisé et validé le plan national de préparation et de réponse aux fièvres hémorragiques virales (Ebola et Marburg). Ce plan, couvrant une période de six mois, vise à renforcer les capacités du pays à détecter précocement et à répondre efficacement à toute menace épidémique.

Le plan repose sur onze piliers stratégiques, allant de la coordination à la surveillance épidémiologique, en passant par la communication sur les risques, la prévention et le contrôle des infections, la prise en charge des cas, la logistique, la vaccination et la recherche opérationnelle. Il prévoit notamment la mise en place de centres de traitement spécialisés à Mudubugu et Gasorwe, le renforcement des équipes d'intervention rapide dans les districts à haut risque, ainsi que la dotation en équipements de protection individuelle (EPI) et en intrants médicaux essentiels.

L'un des apports majeurs de ce plan est l'intégration d'une approche communautaire renforcée, avec la formation de relais communautaires, la mise en place de mécanismes de feedback, et la mobilisation des leaders locaux pour une meilleure acceptation des mesures de prévention. Des exercices de simulation sont également prévus pour tester la réactivité des équipes sur le terrain.

Validé en présence du Secrétaire permanent du ministère de la Santé publique, ce plan traduit l'engagement du gouvernement à anticiper les risques sanitaires et à protéger la population. Il s'inscrit dans le cadre du Règlement Sanitaire International (RSI 2005) et bénéficie d'un appui technique et financier de plusieurs partenaires, dont l'OMS, pour une mise en œuvre efficace et coordonnée.



Installation de tentes médicales à l'hôpital Prince Régent Charles

Riposte contre le choléra : l'OMS renforce la prise en charge à Bujumbura

Face à la recrudescence des cas de choléra dans plusieurs districts sanitaires, notamment à Bujumbura et Cibitoke, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) appuie le ministère de la Santé publique par l'installation de tentes médicales à l'hôpital Prince Régent Charles. Cette initiative vise à renforcer la capacité de prise en charge des patients dans les Centres de traitement du choléra (CTC).

L'objectif principal de cette intervention est de réduire la morbidité et la mortalité liées au choléra en améliorant la prise en charge des cas dans les CTC de l'Hôpital Prince Régent Charles et de Rugombo. L'OMS reste engagée aux côtés des autorités sanitaires pour contenir l'épidémie et protéger la santé des populations les plus exposées.

Depuis le 1er janvier 2025 jusqu'au 26 octobre, un total de 2 246 cas de choléra a été notifié dans les districts sanitaires de Cibitoke, Bujumbura Nord, Bujumbura Centre, Bujumbura Sud, Isare, Kabezi, Mpanda et Makamba. Les districts de Bujumbura Nord, Isare et Cibitoke enregistrent les taux les plus élevés, nécessitant une mobilisation accrue des ressources humaines et matérielles.



Renforcement de la sécurité sanitaire à travers la surveillance PCI/WASH

Dans le cadre de l'amélioration de la qualité des soins et de la sécurité sanitaire, le ministère de la Santé publique du Burundi, avec l'appui de l'OMS et de la coopération suisse, a lancé une série d'évaluations PCI (Prévention et Contrôle des Infections) et WASH (Eau, Hygiène et Assainissement) dans plusieurs formations sanitaires à travers le pays. Ces évaluations visent à mesurer le respect des normes en matière de prévention des infections, à identifier les lacunes et à proposer des actions correctives pour renforcer la résilience du système de santé.

Une mission d'évaluation a été récemment menée dans 43 formations sanitaires situées dans les districts sanitaires de Rumonge, Bujumbura Centre, Nord et Sud, Nyanza Lac et Gihofi dans un contexte marqué par la menace de la mpox. L'objectif principal était d'évaluer le respect des mesures PCI/WASH, d'analyser le circuit des patients et du personnel, et de détecter les risques potentiels de transmission des infections. Les résultats ont mis en évidence des lacunes importantes dans plusieurs domaines critiques, compromettant la prévention de la mpox et d'autres infections associées aux soins.

Face à ces constats, plusieurs recommandations ont été formulées : la mise en place de zones de triage et d'isolement, l'organisation d'un circuit adéquat pour

les malades, l'approvisionnement régulier en équipements de protection individuelle (EPI), la formation continue du personnel en PCI, ainsi que l'élaboration d'un programme national de PCI. Une bonne gestion des déchets médicaux a également été soulignée comme un pilier essentiel pour garantir un environnement de soins sûr et hygiénique



Discours du délégué de l'OMS lors du colloque sur la santé

Un colloque scientifique au cœur des enjeux de santé, nutrition et biodiversité

L'Université du Burundi a accueilli, avec l'appui de l'OMS et d'autres partenaires un colloque international sur le thème « Santé, nutrition et biodiversité face aux enjeux liés aux changements climatiques ». Cet événement a rassemblé chercheurs, décideurs politiques et partenaires techniques autour de quatre axes majeurs : biodiversité et nutrition, biodiversité et santé, biotechnologie et sécurité alimentaire, ainsi que santé publique et alimentation inadéquate. Les échanges ont mis en lumière l'interdépendance entre la santé humaine, la diversité biologique et les systèmes alimentaires durables.

Afin de faire face à ces défis, il a été recommandé de promouvoir l'élevage local d'insectes comestibles comme alternative durable aux protéines animales, en l'intégrant dans les programmes nationaux de sécurité alimentaire.



Présentation d'un cadre de l'OMS lors du colloque sur la santé

Au cours des échanges, des données préoccupantes ont été relevées, notamment une malnutrition chronique touchant plus de 60 % des enfants dans certaines régions, une contamination élevée des sources d'eau par des métaux lourds, et une faible adoption des pratiques nutritionnelles adéquates chez les femmes enceintes. Toutefois, des solutions prometteuses ont été partagées : valorisation des plantes médicinales locales, potentiel des insectes comestibles pour la fortification alimentaire, efficacité des extraits naturels dans la conservation des aliments, et innovations en biotechnologie pour améliorer la sécurité sanitaire. Le centre EANSI s'est également illustré comme un modèle régional de formation et de recherche en nutrition.



Vue des participants du colloque sur la santé

Cette approche innovante pourrait contribuer à la lutte contre la malnutrition tout en valorisant la biodiversité locale. Par ailleurs, le colloque a souligné l'urgence de renforcer l'éducation nutritionnelle des femmes enceintes, en particulier dans les zones rurales, afin d'améliorer les pratiques alimentaires et prévenir les risques de malnutrition maternelle et infantile. Ces recommandations traduisent la volonté collective d'agir de manière concertée pour bâtir un avenir plus sain et résilient face aux défis climatiques.



Intervention d'un cadre de l'OMS lors du colloque sur la santé

Renforcement des capacités pour prévenir la maladie à virus Marburg au Burundi



Face à la menace croissante de la fièvre hémorragique à virus Marburg et les autres maladies à virus hémorragique, le ministère de la santé publique avec l'appui financier et technique de l'OMS, a organisé une formation à l'intention de 77 techniciens de surface et aides-soignants des 5 provinces.

Cette formation, a notamment visé le renforcement des compétences en désinfection systématique des surfaces, équipements et zones à haut risque, ainsi qu'en gestion des déchets biologiques et matériaux contaminés. À travers des démonstrations pratiques et des exercices interactifs, les participants ont été outillés pour intervenir efficacement en cas d'urgence.

La proximité géographique avec les zones touchées par les récentes épidémies en Tanzanie et au Rwanda, les échanges transfrontaliers et les voies de communication facilitent le risque d'importation de cas. Pour anticiper une éventuelle épidémie, le ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida, en collaboration avec l'OMS, a actualisé son plan national de riposte.

La maladie à virus Marburg est causée, comme la maladie à virus Ebola qui est similaire sur le plan clinique, par un virus de la famille des filoviridés. La transmission se fait des chauves-souris frugivores à l'homme, puis d'homme à homme par les fluides corporels, contact direct avec le malade ou avec les effets du malade (linges, etc).



Validation du plan stratégique du COUSP

Le Burundi a franchi une étape décisive en élaborant le Plan Stratégique et Opérationnel (PSO) du Centre des Opérations d'Urgence de Santé Publique (COUSP) pour la période 2026-2030. Ce plan qui définit les axes prioritaires du COUSP est une étape importante pour renforcer sa réactivité et son efficacité. Il s'articule autour de cinq axes stratégiques, allant du renforcement de la gouvernance et de la coordination multisectorielle à l'optimisation du système d'information sanitaire, en passant par la mobilisation des ressources et l'engagement communautaire.

Fruit d'une collaboration multisectorielle et soutenu par des partenaires internationaux tels que l'OMS, le PNUD et la Banque mondiale, ce plan intègre également les principes de biosécurité et de biosûreté, essentiels pour protéger les intervenants et les populations face aux risques biologiques. En alignant ses objectifs sur les référentiels nationaux et internationaux, notamment le Règlement Sanitaire International (RSI) et les Objectifs de Développement Durable (ODD), le plan positionne le COUSP comme un pilier central de la sécurité sanitaire du pays.

Créé en avril 2021 à la suite d'une collaboration entre le ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida (MSPLS), l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et l'Union européenne (UE), le COUSP constitue le bras opérationnel du système national de gestion des urgences. Il coordonne la riposte, mobilise les ressources, appuie les équipes sur le terrain, et assure la liaison avec les partenaires nationaux et internationaux. C'est dans ce cadre qu'il a joué un rôle central notamment lors de la riposte à l'épidémie de mpox en juillet 2024.

Riposte contre la rougeole et la rubéole : une mobilisation des acteurs sanitaires des districts en situation épidémique



Campagne de vaccination contre la rougeole et la rubéole

Une campagne de riposte vaccinale contre la rougeole et la rubéole a été menée dans les districts sanitaires de Cibitoke, Mutaho, Buhiga, Murore, Cankuzo, Gihofi, Nyanza-Lac et Nyabikere, au Burundi. Face à une épidémie persistante depuis 2019, cette initiative visait à protéger les enfants âgés de 6 à 59 mois, particulièrement vulnérables à ces maladies et interrompre la chaîne de

transmission de ces maladies.

Pour cela, sur 369 567 enfants ciblés pour la vaccination, 321 418 ont été vaccinés, atteignant ainsi une couverture vaccinale moyenne de 87%.

La forte implication du ministère de la Santé publique à travers le Programme Élargi de Vaccination (PEV), des partenaires, des communautés locales, ainsi que la disponibilité des vaccins et du financement de GAVI, ont été des facteurs clés de succès.

Toutefois, des insuffisances ont été relevées, notamment un manque de personnel, l'absence de cartes de vaccination et des lacunes dans la gestion des stocks.

Cette riposte témoigne de l'engagement du ministère de la Santé publique et de ses partenaires, dont l'OMS, dans la lutte contre les épidémies.

Validation officielle de la liste des médicaments traditionnels au Burundi

Le Burundi franchit une étape majeure vers l'élaboration de sa pharmacopée traditionnelle, avec la validation de la première liste des remèdes traditionnels utilisés dans le pays.

Au cours d'un atelier réunissant les responsables du ministère de la santé publique et les tradipraticiens, avec l'appui de l'OMS sous le financement du Fonds de lutte contre les pandémies, 340 remèdes traditionnels pouvant traiter plusieurs pathologies ont été validés pour constituer le répertoire des plantes médicinales.

Cette validation fait suite à une collecte rigoureuse de données auprès des tradipraticiens à travers le pays, visant à inventorier les plantes médicinales et les maladies qu'elles permettent de traiter. L'objectif est de garantir la pertinence, la fiabilité et l'utilité de ces remèdes dans les soins de santé primaires.

La validation du rapport a été obtenue après un processus collaboratif impliquant des experts du secteur de la santé, des chercheurs et des représentants d'associations de tradipraticiens. Les participants ont examiné minutieusement chaque remède recensé, proposé des enrichissements et discuté des modifications en plénière. Le document final, qui présente une liste consolidée des

médicaments traditionnels à valoriser, a été approuvé par acclamation, marquant ainsi son adoption officielle.

Cette liste validée servira de base à la production d'un livret national sur les remèdes traditionnels, destiné à appuyer l'intégration de la médecine traditionnelle dans les politiques de santé. Les prochaines étapes incluent la finalisation du document, sa signature par les autorités compétentes et sa diffusion auprès des acteurs du système de santé. Ce travail représente une avancée majeure vers une reconnaissance institutionnelle des savoirs traditionnels et leur contribution à une offre de soins plus inclusive et adaptée aux réalités locales.



Exposition des médicaments traditionnelles en cours de validation

Publications du trimestre



L'onchocercose au Burundi, un combat de longue haleine qui porte des fruits

L'onchocercose encore appelée la cécité des rivières touche encore aujourd'hui plus de 2,1 millions de Burundais, soit près de 17 % de la population. Cette maladie tropicale négligée sévit particulièrement dans 12 districts sanitaires sur les 49 que compte le pays.

Le Burundi a engagé depuis les années 1950 une lutte acharnée contre l'onchocercose quand les premiers cas ont été notifiés dans le pays. .

[Lire l'article](#)



Le Burundi en route vers la mise en place d'une plateforme nationale « Une seule Santé »

Sur financement du Fonds de lutte contre les pandémies, le gouvernement du Burundi en collaboration avec ses partenaires a organisé du 4 au 9 août 2025 à Gitega un atelier stratégique visant le renforcement de la collaboration intersectorielle selon l'approche « Une seule Santé ».

Cette initiative s'inscrit dans la dynamique de renforcement des capacités du pays en matière de prévention, de préparation et de réponse aux urgences sanitaires

[Lire l'article](#)



La malnutrition prive les enfants de nutriments essentiels à leur croissance et à leur survie.

OMS Burundi soutient les actions locales comme celle de la Maison des Jeunes pour offrir une alimentation équilibrée aux plus vulnérables.

Suivez à travers cette vidéo [ICI](#) le soutien de l'OMS à cette initiative



Grâce à une équipe dévouée de professionnels de santé, chaque jour devient une bataille pour la vie, une source d'espoir et de réconfort pour les familles qui viennent dans le service de néonatalogie de l'hôpital militaire de Kamenge. Ce lieu est bien plus qu'un centre médical : c'est un refuge pour les mamans dont les bébés sont nés avec des complications.

Suivez à travers cette vidéo [ICI](#), le quotidien de ce service

Partenaires

Un grand merci à nos partenaires et bailleurs dont les fonds permettent de répondre aux besoins du pays en matière de santé et du bien-être de la population. Ces appuis financiers constituent un soutien énorme aux différents efforts pour atteindre les Objectifs de Développement Durable (ODD) et surtout de la Couverture Sanitaire Universelle.



Contact

Organisation Mondiale de la Santé
Bureau de la Représentation au Burundi
Intahe House, Rohero I, Avenue Muramvya n°4
Commune Mukaza, Bujumbura Mairie
BP 1450 Bujumbura-Burundi
Tél: +257 22 53 34 00
afwcobiallomsburundi@who.int



Organisation
mondiale de la Santé
Burundi